

la bureaucratie staliniste et le prolétariat qui la soutient, mais entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution. (La 4e Internationale et l'U.R.S.S., page 24). Le nouveau parti bolchévik-léniniste en Russie ne pourra poser la question du pouvoir qu'au moment où, pratiquement, la majorité de la classe ouvrière se rassemblera autour de lui. Il faudra évidemment employer la force, mais le problème sera plutôt de « l'ablation de l'excroissance pernicieuse qui se trouve sur lui (sur la dictature du prolétariat) « qu'une insurrection ». Mais dans ce cas, pourquoi créer un parti, si ce n'est pas pour renverser l'Etat existant et s'emparer par là du pouvoir ? Si la nature prolétarienne de l'Etat Soviétique subsiste encore (ce que nous croyons également) il est faux de constituer un nouveau parti, au lieu d'une fraction préparant ce dernier, car cela prouve que les formations anciennes qui dirigent l'Etat prolétarien, n'ont pas encore réalisé leur fonction historique, que le centrisme n'est pas encore passé avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade. Constituer un parti pour régénérer l'Etat prolétarien, c'est l'image retournée du réformisme voulant conquérir l'Etat bourgeois graduellement par sa réforme.

La course des bolchéviks-léninistes vers la constitution de nouveaux partis, les a également déterminé à modifier substantiellement l'opinion communiste sur la social-démocratie. Ne possédant ni le matériel idéologique nécessaire (celui-ci ne pouvant résulter que d'une analyse marxiste des événements de l'après-guerre, d'une remise sur le métier des décisions des quatre premiers congrès, du rôle et de la fonction de l'Etat prolétarien dans le mouvement international), ne possédant non plus les cadres (ceux-ci se formant au feu du passage des forces opportunistes dans les rangs de l'ennemi et de l'élaboration de nouvelles données de principe), dans une période de reflux profond du mouvement révolutionnaire, ils ne pouvaient que rechercher dans les rangs contre-révolutionnaires de la social-démocratie les forces nécessaires à la création de la 4e Internationale.

En effet, dès juillet 1933, Gourov écrivait : « l'opposition de gauche internatio-

nale se trouve devant une tâche nouvelle : accélérer l'évolution des organisations socialistes de gauche vers le communisme, en introduisant dans ce processus ses idées et son expérience ». Et au mois d'août, à la Conférence de Paris, les bolchéviks-léninistes ne manquèrent pas d'appliquer cette position. A ce moment nous avons essayé de démontrer que les gauches socialistes n'évoluent pas vers le communisme, mais vers la social-démocratie. Nous nous appuyons sur l'expérience des partis socialistes indépendants, la fameuse deuxième internationale et demi et surtout sur l'expérience des gauches socialistes en Belgique et en France.

Actuellement cette altération de principe du rôle et de la nature de classe des tronçons de la social-démocratie a conduit les bolchéviks-léninistes dans la IIe Internationale. Le rythme des événements voyant le capitalisme des pays démocratiques passer à l'attaque contre les travailleurs, afin de désagréger leurs organisations, de réduire leurs conditions de vie en même temps que leurs conquêtes pour préparer les conditions sociales pour la guerre, ne laisse pas de place pour une position intermédiaire telle la leur. Ou bien l'on se résout à lutter pour le maintien intégral des principes du communisme, leur élévation historique, et alors il faut savoir attendre et se préparer aux changements des situations, sans vouloir les modifier par des entreprises sans lendemain, ou bien l'on se laisse entraîner par les forces contre-révolutionnaires qui agissent parmi le prolétariat, en conservant l'espoir vain de regrouper sur une pareille base, pour des batailles révolutionnaires le prolétariat. Dans ce dernier cas, on ne peut qu'échouer et devenir la proie de l'ennemi, du fait qu'un compromis de principe et d'organisation avec les forces de l'ennemi signifie l'altération des positions de classe sur la base desquelles le prolétariat peut seulement passer à l'attaque du capitalisme.

Aussi, déjà la dernière brochure des bolchéviks-léninistes : « La 4e Internationale et la guerre », présente-t-elle une rupture nette avec l'esprit du marxisme révolutionnaire, une consécration de la position social-démocrate que prennent aujourd'hui les bolchéviks-léninistes. Au surplus, leurs positions en France, pendant et après les événements de février ne

se distinguent plus fondamentalement de celles de la S.F.I.O. (1).

Les bolchéviks-léninistes acceptent la défense de la démocratie. « Nous défendons la démocratie, dit cette brochure, contre le fascisme à l'aide des organisations et des méthodes du prolétariat. A l'encontre de la social-démocratie, nous ne donnons pas mandat pour cette défense à l'Etat de la bourgeoisie ». C'est donc là une position nette et claire, mais qui n'a rien à voir avec la lutte pour la dictature du prolétariat, programme des communistes.

Sur le problème même de la guerre, les bolchéviks-léninistes s'écartent dangereusement de la réalité lorsqu'il prétendent que si « l'Etat national représentait un facteur progressif, il faudrait le défendre indépendamment de sa forme politique et au moins en tous cas, sans tenir compte du fait qui, le premier, a « commencé » la guerre ».

A l'époque de Marx, lorsque l'Europe était travaillée par les convulsions de la révolution bourgeoise, la guerre progressive c'était enfin escompter la transformation de la révolution bourgeoise en une révolution prolétarienne. Marx l'a préconisée contre la Russie, bastion de la réaction féodale après 1848. Mais actuellement il est absurde et dangereux de poser de telles éventualités. Nous vivons une époque où le capitalisme représente désormais une force rétrograde au point de vue international. Il est donc totalement exclu qu'il puisse encore exister un Etat national progressif. Même dans les colonies, ou les semi-colonies, cette possibilité est totalement exclue, comme les massacres d'ouvriers chinois par le Koumintang, l'ont parfaitement prouvé en 1927. Une bourgeoisie nationale ne peut

(1) Rappelons seulement le mot d'ordre de la dissolution des ligues fascistes, demandée aux gouvernements bourgeois, et le bloc entré S.F.I.O. et bolchéviks-léninistes en février. Aujourd'hui, la « Vérité » dont la ligne politique est plutôt « l'anti-centrisme » que l'opposition de principe au centrisme, a beau jeu pour accuser les centristes d'avoir la même position sur les ligues fascistes, qu'elle auparavant. Actuellement, les bolchéviks-léninistes demandent aux ouvriers et non plus au gouvernement, de dissoudre eux-mêmes les ligues fascistes !

faire appel au prolétariat pour lutter contre l'oppression des impérialismes, sous peine de voir celui-ci se servir des armes pour ses propres buts. C'est pourquoi elle préfère subir la domination étrangère, pactiser, plutôt que d'entreprendre une « guerre nationale progressive ».

Là où la phraséologie des bolchéviks-léninistes est particulièrement dangereuse c'est lorsque, à l'instar du centrisme, ils substituent au marxisme un « communisme national ». L'organe de la Ligue française attaque les centristes qui prétendent « aimer leur patrie » en publiant l'appréciation de Lénine sur la brochure de Junius. Mais ne disent-ils pas dans leurs thèses que « la classe ouvrière ne prend pas une attitude indifférente envers sa nation. Au contraire, précisément parce que l'histoire l'a chargée de prendre en mains le sort de celle-ci, elle se refuse à confier la cause de sa liberté et de son indépendance à l'impérialisme qui « sauve » la nation... Nous pensons avec Lénine que la classe avancée n'a pas à se tourner vers le passé, mais bien vers l'avenir.

La nation est un concept propre au capitalisme, à la lutte pour la conquête des débouchés à la mobilisation des exploités pour la guerre et n'a rien à voir avec l'idéal internationaliste du prolétariat révolutionnaire. Il est donc faux de prétendre que les travailleurs puissent se préoccuper de son sort, puisque leur victoire signifie son anéantissement.

Mais l'altération la plus essentielle de l'essence même du marxisme révolutionnaire, est certes donnée par leur attitude envers l'Union Soviétique et les dangers de guerre. Les thèses admettent le rapprochement avec la S.D.N., le justifient en le donnant pour un résultat de l'affaiblissement extrême de la révolution prolétarienne internationale. Ce qui sépare les bolchéviks-léninistes du centrisme, c'est que pour eux les « formulations pacifistes abstraites de la diplomatie soviétique et ses compliments à l'adresse de la S.D.N. n'ont rien de commun avec la politique du parti prolétarien international qui n'en prend sur lui aucune responsabilité ». En outre, selon les bolchéviks-léninistes en cas « d'alliance de l'U.R.S.S. avec un Etat impérialiste ou avec un groupement impérialiste contre un autre groupement » le prolétariat international devra quand